

COMITE INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(CILSS)

COMMISSION EUROPEENNE
(CE)

PROGRAMME REGIONAL
"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC PERMANENT POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE" Phase III
(DIAPER III)

NIGER

RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION

DIAPER III/AN III

Pascal DELORME , Consultant CESD Communautaire
Sékou HEBIE, ECA/DIAPER III

Décembre 1995

TABLE DES MATIERES

<i>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</i>	<i>i</i>
<i>I - Evaluation de la campagne agricole</i>	<i>1</i>
1.1 Aspects institutionnels	1
1.1.1 Animation locale	1
1.1.2 La composante nationale	2
1.2 L'enquête agricole.	2
1.2.1 Aspects organisationnels.	2
1.2.2 La technique	3
1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement	4
1.2.4 Les publications et la documentation	4
1.2.5 La centrale d'information.	5
1.3 Les systèmes d'informations sur les marchés.	6
1.3.1 Le SIM bétail	6
1.3.2 Le SIM Céréales (Cf. Annexe 3)	7
1.4 L'animation locale	8
1.5 La gestion des devis programme	9
1.6 Mise en œuvre des conditionnalités	10
1.6.1 Prise en charge des opérations de collecte par l'Etat	10
1.6.2 Comité de Sécurité Alimentaire	10
1.6.3 Bonus / Malus	11
<i>II. PROGRAMME D'ACTIVITES 1996/1997</i>	<i>11</i>
2.1. Les enquêtes	11
2.1.1 L'enquête agricole prévision et estimation des récoltes (EPER)	11
2.1.2 SIM céréale	12
2.1.3 Le système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail)	13
2.2. Animation locale	13
2.2.1 Animation de la composante nationale	13
2.2.2 Appui technique	13
2.3. Participation de l'état à la prise en charge des frais de collecte	14
2.4. Budget	14
<i>ANNEXES</i>	<i>15</i>
Annexe 1: Fiche synthétique "enquête agricole"	16
Annexe 2: Fiche synthétique "SIM Bétail"	17
Annexe 3 : Fiche synthétique "SIM Céréales"	18
Annexe 4: Devis prévisionnel enquête agricole 1996/1997	19
Annexe 5 : Devis prévisionnel SIM Bétail 1996/1997	21
Annexe 6: Devis prévisionnel SIM Céréales	22
Annexe 7: Devis prévisionnel Animation locale 1996/1997	23

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

ASPECTS INSTITUTIONNELS

La Composante Nationale

La Composante Nationale n'a pu se réunir qu'une seule fois, sur l'initiative de l'animateur local lors de la précédente campagne, ce qui est largement insuffisant pour assurer une bonne coordination des différentes activités menées en son sein.

Une telle situation pourrait être due à l'existence, au niveau du SAP, d'un Groupe de Travail Interdisciplinaire, qui dispose d'une existence légale et regroupe l'ensemble des services concernés par la production de données sur la sécurité alimentaire. Ces services sont donc soumis à de nombreuses sollicitations en matière de réunions. Au vu de ceci, et étant donné que l'animateur local relève administrativement du SAP et participe déjà aux travaux de ce groupe, la mission recommande que pour une meilleure coordination et afin d'éviter toute redondance, ce groupe de travail constitue la composante nationale du Niger.

De plus, le «Secrétariat Permanent du SAP» assurant le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire, le Niger disposera d'une structure unifiée tant d'un point de vue de la collecte que de la diffusion et de l'utilisation des données.

Prise en charge des frais de collecte

A l'heure actuelle, l'Etat nigérien n'a pu assurer les décaissements pour couvrir les 27 % des frais de collecte du devis 1995/1996. Un décaissement est toutefois prévu pour le courant du mois de Janvier et devrait correspondre au total des fonds alloués par l'Etat pour cet exercice. De plus, des engagements de dépenses (9.145.200 f) ont été faits et seraient en cours de liquidation au trésor.

Pour le devis 1996/1997, le montant correspondant aux 40,4 % n'a pas pu être inscrit au budget national. L'ordonnateur national avec l'aide de l'animation locale s'emploie à remédier à ce problème.

LES ACTIVITES

L'enquête agricole

Le dispositif a correctement fonctionné cette année et les résultats sur les prévisions des récoltes ont été produits et diffusés à temps. Les résultats définitifs sont en cours de préparation et devraient paraître dès février. Les améliorations apportées cette année portent essentiellement sur:

- la reprise des fiches d'enquêtes et des manuels de procédures (enquêteurs, contrôleurs).
- l'élaboration d'un nouveau masque de saisie sur DBASE IV et la réalisation du manuel de codification
- l'intégration de l'enquête stocks paysans au dispositif.

Ce travail a été réalisé en partie avec l'appui technique du projet TCP/F.A.O. qui conduisait une enquête pilote pour l'élaboration des termes de références du recensement général de l'agriculture. Pour la prochaine campagne, deux points restent à améliorer:

- l'élaboration des procédures de traitement statistiques (calculs des coefficients de variations) et réalisation des manuels correspondants,
- reprise des méthodes de calculs des superficies et des rendements.

Pour ce dernier point, il s'agit essentiellement de reprendre les données brutes de l'enquête pour essayer de calculer des superficies physiques et non développées. L'ECA pourrait apporter son concours à la réalisation de cette opération.

L'enquête SIM bétail

Cette enquête a fonctionné régulièrement, les résultats publiés et diffusés. Par contre, le dispositif élaboré mérite une évaluation dans la perspective de l'internalisation financière. En effet, la dispersion des marchés et les distances très importantes à couvrir induisent des coûts de collecte importants au vu des résultats produits. Pour ce faire, il serait souhaitable, maintenant que le projet dispose d'une année entière de données, de réaliser des simulations prenant en compte le coût unitaire de suivi de chaque marché (enquête, contrôle, traitement) au regard du poids qu'il représente dans l'échantillon (différence avec le marché similaire le plus proche, poids dans le calcul de moyennes). Cette simulation devrait permettre, le cas échéant, de réduire l'échantillon sans mettre en cause les résultats globaux.

Concernant la diffusion, et à l'instar de ce qui est réalisé au Mali, les responsables de l'enquête devraient approcher la presse écrite afin d'envisager la diffusion des bulletins «radios» dans certains journaux.

Enquête SIM céréale

Le principal problème à ce niveau réside dans le retrait de la GTZ du financement de l'opération. Pour l'instant le dispositif est entièrement opérationnel, bien que relativement complexe et lourd dans son exécution (nombre de variables, nombre de marchés). Par contre, il doit permettre dès la prochaine campagne (96/97) de consolider le bilan céréalier du Niger, grâce à l'exploitation des données de la sous-enquête de « suivi des stocks privés commerçants ». L'animateur local devra vérifier l'adéquation des questionnaires à cet objectif (amélioration du bilan céréalier).

Comme pour le SIM bétail, une évaluation interne du dispositif devrait être entreprise, durant la prochaine campagne, afin d'étudier les possibilités de restriction de l'échantillon.

La Centrale d'Information

Installée à la DEP du Ministère de l'Agriculture, la centrale a pu pratiquement être mise à jour sur les données principales, avec l'appui de l'ECA. Afin de favoriser son exploitation, un effort devra être entrepris pour faire connaître son existence tant à l'intérieur des services techniques des ministères que vis à vis des partenaires extérieurs. Enfin, son ancrage administratif devrait permettre de constituer l'embryon d'une cellule d'analyse pour une meilleure valorisation des données. La composante nationale devra mener des réflexions pour favoriser la création d'une telle cellule.

L'ANIMATION LOCALE

L'animation locale a pu participer aux travaux des enquêtes, notamment à travers les différentes missions de supervisions. Les résultats définitifs de la campagne agricole 1995/1996 ont été publiés (300 exemplaires) et sont en cours de diffusion.

D'autres publications ont été initiées et devraient être réalisées d'ici la fin de la campagne. Il s'agit de :

- l'annuaire des statistiques agricoles et pastorales.
- l'annuaire des prix du SIM céréale.

Pour la prochaine campagne les activités, outre celles d'animation et de gestion du projet seront axées sur:

- la finalisation de l'étude sur la décentralisation de la saisie des données de l'enquête agricole. Un rapport devra être remis à l'ECA qui fera département par département le point sur la faisabilité de l'opération (existence de personnel, besoins en formation, état du matériel déjà présent, niveau d'utilisation actuel).
- l'appui technique au service des statistiques agricoles pour l'élaboration du dispositif de contrôle de l'enquête.
- l'amélioration du bulletin du SAP tant sur le fond que sur la forme.

I - Evaluation de la campagne agricole

Dans l'ensemble la mission avait été préparée et un certain nombre de documents réalisés:

- Rapport d'exécution de l'animation locale
- Rapport d'activité du SIM
- Eléments de Rapports concernant l'enquête agricole.

Cependant, de part leur caractère succinct et partiel, ces documents sont en deçà de ce que l'on peut attendre de la part de structures depuis longtemps fonctionnelles et travaillant de surcroît à côté de l'Equipe Centrale d'Animation.

1.1 Aspects institutionnels

Les enquêtes mises en œuvre par DIAPER ont trouvé leur place au sein du dispositif général de statistique nigérien, les résultats sont attendus et commentés aussi bien au niveau technique que politique. La pression exercée sur les différents services pour fournir une information plus précise et à des niveaux de significations plus fins que ceux proposés à l'heure actuelle témoignent d'une demande grandissante de la société civile, en matière d'information sur la sécurité alimentaire.

1.1.1 Animation locale

L'animation locale est opérationnelle. Elle est installée dans le bâtiment qui abritent le Système d'Alerte Précoce auquel elle est rattachée.

Cette institution a vu ses attributions modifiées¹ avec notamment la création de deux cellules distinctes:

- une cellule d'alerte précoce "chargée de centraliser d'analyser les données mises à sa disposition par les services techniques concernés et d'organiser au besoin des études complémentaires afin de diagnostiquer les situations probables de crises..."
- une cellule de gestion des catastrophes "chargée de planifier, d'organiser et de faire exécuter les opérations de réponses retenues, de recenser les méthodes traditionnelles d'adaptation des populations afin de les renforcer par la création des conditions plus favorables à ces méthodes..."

Pour réaliser ses missions le Secrétariat Permanent dispose de l'appui d'un Groupe de Travail Interdisciplinaire regroupant les différents groupes techniques de suivi de la campagne et dont l'animateur local est un des membres permanents. Sa tâche au sein du GTI est plus spécialement de collecter et centraliser les données émanant de chaque groupe de travail. Il se trouve donc dans un environnement tout à fait adéquat pour mener à bien sa mission.

Les relations avec les différents services se sont améliorées et il dispose maintenant de l'équipement prévu (micro-ordinateur, fax).

¹ Article 7 du décret 95-081/PM du 31 Mai 1995 portant création d'un Comité National du Système d'Alerte Précoce et de Gestion des Catastrophes (CNSAP/GC).

1.1.2 La composante nationale

La composante nationale ne s'est réunie qu'une seule fois cette année et ce sous la pression du coordonateur Régional. En fait, la composante nationale DIAPER, qui fonctionne de façon informelle se retrouve "en concurrence" avec le GTI du CNSAP/GC qui lui dispose d'une existence légale. De plus, les membres de la composante étant aussi membres du GTI et les attributions étant les mêmes les participants ne voient l'intérêt de participer à deux structures faisant peu ou prou le même travail.

Les rencontres du GTI sont mensuelles et une réunion annuelle élargie aux structures décentralisées (il existe un GTI par région) permet d'analyser et de préparer le bilan céréalier. Les travaux du GTI sont diffusés à travers un bulletin de suivi qui bien que pouvant grandement être amélioré constitue un instrument de suivi de la campagne agricole.

De plus, le rôle de "Comité de Sécurité Alimentaire" étant joué par le Secrétariat Permanent du SAP, les différentes étapes de la collecte à l'analyse et à la diffusion des informations se trouvant "logées" dans une même structure.

Au vu de ce qui précède, la redynamisation de la composante nationale DIAPER, en tant que structure formelle est certainement contingente. On peut donc considérer que cette structure tiennne lieu de composante nationale à condition que l'animation locale joue un rôle effectif dans les travaux des groupes de suivi qui relèvent des objectifs de DIAPER.

1.2 L'enquête agricole.

1.2.1 Aspects organisationnels.

La mise en place des fonds FED au 20 Juin a permis à l'enquête de se dérouler sans trop de problèmes et conformément au calendrier fixé au départ.

Cette année l'Enquête Prévision et Estimation des Récoltes (EPER) a débuté en Juin/Juillet par la formation/recyclage des agents qui s'est déroulée à Dosso et à Zinder.

Outre les moyens mis à la disposition de la Direction de l'Agriculture par le projet DIAPER, l'enquête agricole a bénéficié du soutien du :

- PRSAA (Projet de Renforcement des Services d'Appui à l'Agriculture) essentiellement sous forme d'achat de matériel de collecte (pesons et rubans)
- Projet FAO Appui à l'amélioration du dispositif de collecte des statistiques agricoles.

Ce dernier est avant tout un projet pilote visant à établir les bases d'un recensement agricole, pour ce faire une campagne sur un arrondissement a été réalisée afin :

- d'identifier les différentes variables qui devaient faire l'objet du recensement
- de calculer les différents coefficients d'extrapolation qui seront utilisés et les méthodes d'enquêtes qui seront utilisées (dispositif de contrôle, fiches d'enquêtes).

Toutefois, l'EPER a pu bénéficier d'une assistance de la part du projet FAO:

- Appui pour la formation des superviseurs et des contrôleurs
- appui logistique (micro-ordinateur et véhicule pendant 2 mois)
- appui métrologique pour l'amélioration des manuels et le traitement des données.

1.2.2 La technique

L'enquête agricole 1994/1995.

Sur les 696 villages échantillons tirés au départ, 641 ont fait l'objet de l'exploitation soit un taux de couverture de 92 %.

Seules les variables de production et les stocks paysans ont fait l'objet d'une publication réalisée en mai 1995 et reproduite à 300 exemplaires qui sont en cours de diffusion.

Il est intéressant de noter que les écarts résultats définitifs/prévision ont été publiés dans ce document, il en ressort que:

- globalement la prévision surestime la production d'environ 10 %,
- la prévision sous-estime les rendements et surestime les superficies, ce qui est somme toute logique au vu des méthodes utilisées.

L'enquête agricole 1995/1996

Les activités de l'enquête ont débuté au mois de mai /juin avec la reformulation des questionnaires et la rédaction des manuels. Les documents élaborés avec l'appui du projet FAO sont:

- les fiches de dénombrement
- les questionnaires de prévision et d'estimation
- les manuels des enquêteurs et des contrôleurs
- le manuel de saisie.

La formation des contrôleurs a eu lieu en Juin/Juillet et a été réalisée par les cadres du service central avec l'aide de l'animateur local, par la suite les contrôleurs ont assuré la formation des enquêteurs durant le mois de Juillet.

le dispositif utilisé est celui prévu dans le devis programme (Cf. annexe 1).

Toutefois, l'échantillon a été porté à :

- 703 villages (par rapport au 696 prévus) notamment par l'adjonction de villages de la commune de Niamey.
- 3515 exploitations (par rapport aux 3480 prévues).

Comme souligné dans le précédent rapport, cette augmentation de la taille de l'échantillon a comme objectif principal d'obtenir des données "fiables" au niveau des arrondissements, il est regrettable qu'aucune étude de représentativité n'ait été entreprise avant de se lancer dans cette opération. Même si cette augmentation n'a pas été imputée sur le budget de DIAPER, il n'en demeure pas moins que cette tendance risque de s'accroître au fil des années.

L'enquête stocks paysans a été complètement intégrée au dispositif de l'enquête prévision.

Au moment de l'exercice de prévision 100 % des fiches ont pu être traitées pour l'élaboration du bilan céréalier prévisionnel.

Le système de saisie a été revu et transféré sur DBASE IV en remplacement de SP6. Ce nouveau masque de saisie ayant été documenté, il devrait permettre une saisie plus rapide des

résultats qui constituait (compte tenu de la taille de l'enquête un goulot d'étranglement pour la publication à temps des résultats).

Concernant le traitement des données, outre les calculs d'erreurs qui restent à reprendre ainsi que la réalisation d'un manuel de traitement, le point principal qui devrait être étudié concerne le mode de calcul des superficies. En effet, au Niger les superficies sont calculées et présentées sous forme de superficies développées. Les associations sont donc comptabilisées en superficies physiques brutes (un champ en association est comptabilisé deux fois en superficie totale une fois pour la première culture, une fois pour la seconde), ce qui conduit à des superficies totales emblavées qui ne correspondent en rien à la réalité du terrain. Dans l'objectif de prévision de production, ce mode de calcul n'entraîne que peu de conséquences dans la mesure où les rendements sont calculés en conséquence. Par contre, les superficies ainsi publiées ne sont pas comparables avec d'autres sources de données et se prêtent peu aux analyses.

Il serait souhaitable que les services des statistiques puissent en collaboration avec l'ECA et l'animation locale reprendre cet aspect du traitement. Il semble possible grâce aux fiches de terrain de simuler d'autres modes de calcul (notamment d'affecter un poids en superficie à partir de la nature de l'association) et de les comparer aux résultats obtenus avec l'ancien mode de calcul (ce travail peut se faire sur quelques départements).

Si l'on adopte un nouveau mode de calcul, cela va toutefois induire une nette coupure dans les séries statistiques avec notamment une diminution sensible des superficies cultivées. Il s'agira alors de prendre toutes les précautions dans les publications afin d'expliquer ce phénomène. De plus, les fiches d'enquêtes et les manuels devront être encore une fois revus.

1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement

Tableau 1: Situation cumulée du matériel acquis au titre de DIAPER III

Désignation	DIAPER III	PRSA	NATIONAL	TOTAL
Matériel d'enquête				
Boussoles	88		58	146
Rubans		288		288
Pesons		288		288
Balances	58		55	113
Calculatrices	45		58	103
Jalons	45			45
Kits enquêteurs	212			212
Equipement				
Motos	8			
Micro-ordinateurs (imprimantes, onduleurs)	6			

Sur l'exercice précédent il reste à livrer les 12 motos prévues.

Sur le parc de micro-ordinateurs acquis, 4 étaient destinés aux Directions Départementales de l'Agriculture, afin de permettre une décentralisation des opérations de saisie. Pour l'instant ils sont toujours au niveau central en attendant que l'étude, qui doit être menée par l'animateur local pour vérifier les conditions de leur installation, soit finalisée.

1.2.4 Les publications et la documentation

Concernant les résultats définitifs de la campagne 1994/1995, le document produit présente les tableaux sur:

- les variables superficies, rendements, productions par département
- les bilans prévisionnels et ex-posts
- l'enquête stock paysan
- les écarts prévisions/résultats définitifs.

Les améliorations possibles portent sur :

- une meilleure présentation générale en utilisant un peu plus d'outils infographiques (graphes courbes, cartes) qui permettraient de rendre le document plus attrayant.

- une partie méthodologie plus orientée sur la partie statistique (calculs des erreurs, calculs des différents coefficients d'extrapolation,...) qui relève du général et moins des conditions de collectes qui relèvent de l'intendance.

Enfin, la liste de diffusion est encore trop orientée vers les partenaires institutionnels (services nationaux, agences bilatérales et multilatérales) et pas assez vers le monde extérieur (Université, ONG, presse, Bureaux d'études locaux ...), ce qui ne permet pas de faire connaître les produits à un vaste public.

L'animateur local doit se charger de revoir la liste de diffusion et de poursuivre la distribution des exemplaires restants.

De plus, un annuaire des statistiques agricoles et pastorales devrait être publié d'ici la fin de la campagne.

Concernant la documentation, hormis le manuel de traitement statistique de l'enquête, les autres documents viennent d'être remis à jour. On peut donc considérer que le Niger dispose d'une documentation presque complète sur l'enquête EPER.

1.2.5 La centrale d'information.

La centrale d'information est installée au niveau de la DEP du Ministère de l'Agriculture, les travaux de mise à jour ont pu commencer cette année, il s'agit notamment des données suivantes:

CHAMPS	MISE A JOUR JUSQU'EN
Production agricole (Rendements, Superficies production)	1995
Effectif cheptel Production cuirs et peaux	1995
Production viande	1994
Prix moyen des céréales	1994
Investissement dans le secteur Rural	1994

Les manuels d'utilisation sont disponibles ainsi que la documentation de DBASE III, cependant l'ordinateur sur lequel doit être dorénavant installée la centrale n'a pas été encore livré.

Compte tenu des reliquats importants sur ce poste, il est possible de doter la centrale:

- d'un système de sauvegarde performant
- d'une mobylette qui doit permettre au responsable de se déplacer pour recueillir les informations disponibles auprès des différents services.

Par contre l'achat de nouveaux logiciels devrait être différé jusqu'à la réalisation de l'étude "ad hoc" prévue par l'ECA pour l'année prochaine.

Enfin, le responsable de la centrale devra mettre en œuvre, avec l'appui de l'animateur local toute activité permettant de faire connaître cette centrale à l'extérieur. Dans un premier temps un simple bulletin recto-verso présentant les données disponibles et les moyens pour les obtenir pourrait être envoyé aux utilisateurs.

1.3 Les systèmes d'informations sur les marchés.

1.3.1 Le SIM bétail

Le SIM bétail a correctement fonctionné tout au long de l'année avec le dispositif prévu dans le devis programme (Cf. annexe 2).

D'un point de vue technique l'enquête est assez lourde sur plusieurs aspects:

- nombre de marchés concernés (1 à 2 marchés par arrondissement)
- nombre de variables relevées (prix produits de l'élevage, prix des intrants de l'élevage, nombre d'animaux présentés, nombre d'animaux vendus).

Ce qui se traduit par de grandes difficultés pour les missions de contrôles et de supervision:

- 1000 Km par mission de contrôle
- 6000 Km par mission de supervision.

Dans ces conditions seules deux missions de contrôle et une mission de supervision ont été réalisées. Il semble que comme dans le cas de l'enquête agricole, le souci est d'obtenir au moins un chiffre par arrondissement alors que les données sont ensuite présentées par département.

Il serait intéressant (surtout dans le cadre de l'internalisation du dispositif qui va certainement provoquer une fonte des crédits alloués à la collecte) que la Direction de l'élevage établisse des simulations à partir des données 1995/1996 afin de pouvoir éventuellement proposer une diminution du nombre de marchés couverts sans pour autant modifier profondément la signification des chiffres.

Dans un premier temps, il s'agit de reprendre les moyennes départementales en les recalculant sur la base d'échantillons plus faibles (1, puis 2, puis 3 .. marchés). La comparaison avec les chiffres obtenus réellement devrait permettre d'affecter des poids pour chaque marché en fonction de sa signification au niveau départemental². Dans un deuxième temps on peut attribuer à chaque marché un poids calculé en fonction de son coût de collecte.

La combinaison de ces deux critères devrait permettre de voir si une diminution du nombre de marchés est possible et de choisir "en connaissance de cause" les marchés à éliminer.

² La solution la plus élégante consisterait à réaliser des ACP.

Le matériel de collecte est maintenant entièrement acquis excepté les rubans zoométriques dont le coût a doublé après la dévaluation.

Tableau 2: Inventaire du matériel acquis au titre de DIAPER III

DESIGNATION	Nombre acquis	Observations
Balances 10 Kg	55	état passable
Calculettes	55	44 en état passable
Pesons	55	
Rubans zoométriques	27	
Kits enquêteurs	55	

Il manque encore pour le SIM bétail des moyens de traitement adaptés et performants un ordinateur est largement suffisant pour couvrir les besoins en matière de traitement et d'analyse.

Les publications ont été régulièrement effectuées jusqu'au mois d'août, date à laquelle les rapports mensuels ont cessé de paraître suite aux grèves répétées des agents de la fonction publique et donc à l'impossibilité de collecter les fiches d'observations. Cependant, les prix communiqués par radio ont pu être diffusés jusqu'à présent.

Pour la diffusion les responsables pourraient approcher la presse écrite pour essayer de communiquer les prix dans les journaux (au Mali, ce sont les journalistes qui viennent chercher l'information pour publication).

1.3.2 Le SIM Céréales (Cf. Annexe 3)

Le SIM céréale fonctionne maintenant depuis 1990, logé au sein de l'OPVN, il bénéficiait depuis plusieurs années d'appuis importants de la part de la GTZ. Cet appui se traduisait notamment par la prise en charge de 90 % des frais de collecte (sur un budget annuel de 46.000.000 F CFA pour la précédente campagne) et la mise à disposition d'assistance technique. Cette assistance de la GTZ a pris fin en décembre 1995, laissant un dispositif complètement opérationnel, mais très lourd d'un point de vue financier.

L'enquête s'étend sur 56 marchés dont 5 au Nigeria, elle concerne l'ensemble des produits céréaliers (mil, sorgho, riz, maïs, paddy, blé) ainsi que le niébé. Les relevés de prix sont réalisés:

- toutes les semaines sur les marchés accessibles par téléphone
- tous les 15 jours sur les autres.

Outre les prix au détail et au sac d'autres variables sont collectées sur des sous-échantillon, il s'agit:

- du volume de l'offre (nombre de sacs présentés)
- dans les chefs lieux de département un suivi des commerçants grossistes permet de fournir les prix de gros, les quantités achetées et vendues, les stocks la provenance et la destination des produits

Toutes ces informations font l'objet de publications périodiques:

- bulletin radio hebdomadaire pour les prix
- bulletins mensuels pour les autres variables
- bulletins semestriels dont le second fait office de bulletin de fin de campagne.

Pour la précédente campagne le dispositif a parfaitement fonctionné et l'ensemble des activités prévues a été réalisé, cependant comme pour le SIM bétail une réflexion sur un possible allègement du dispositif devrait être entreprise par les responsables de cette enquête.

Le budget DIAPER va soutenir l'ensemble du dispositif de l'année prochaine, mais compte tenu des difficultés de décaissement de l'Etat nigérien une solution de repli doit être étudiée sous son aspect technique.

Par ailleurs afin d'améliorer les bilans céréaliers, grâce à l'exploitation de l'enquête "stocks privés commerçants" l'animateur local devra étudier en relation avec les responsables comment intégrer ces données dans le poste "stock privés" des bilans prévisionnels et ex-posts.

1.4 L'animation locale

Si les rapports de l'animation locale avec les structures nationales se sont améliorés au cours de cette campagne, il reste néanmoins de gros efforts à fournir dans ce domaine. L'ancrage institutionnel de l'animateur le place dans des conditions optimales pour développer des synergies avec l'ensemble des acteurs concourants au dispositif de suivi de la sécurité alimentaire.

Le rapport d'activité présenté par l'animation locale est pour le moins succinct (2 pages), ce qui ne constitue pas un document auquel le projet est en droit de s'attendre de la part d'un cadre de haut niveau.

Le programme d'appui technique

Le programme d'appui technique a essentiellement été consacré à la participation aux missions de supervisions des enquêtes:

- 1 mission en appui à la formation des agents de l'EPER à Dosso et Zinder
- 1 mission de supervision avec le SIM bétail
- 1 mission de supervision avec le SIM céréale
- 2 missions avec le SAP.

De plus, l'animateur local a participé à la conception et à la publication des résultats définitifs 1994/1995 et à la préparation de documents de synthèse qui doivent être publiés courant 1996, il s'agit de :

- l'annuaire des statistiques agricoles et pastorales qui sera édité lorsque la mise à jour de la centrale d'information aura été réalisée
- l'annuaire de l'agriculture qui devrait reprendre l'ensemble des données non traitées habituellement dans l'enquête agricole sur la structure de l'agriculture (intrants, matériel, population..)
- de l'annuaire sur les prix des céréales depuis le début de l'enquête SIM.

Concernant la prochaine campagne, outre la finalisation des activités de publications entamées l'animateur local aura pour tâches principales de:

1) Faire aboutir l'étude de décentralisation de la saisie et du traitement des données au niveau local. Cette étude devra faire le point département par département des conditions matérielles d'installation du matériel (local, alimentation électrique) de la disponibilité en personnel formé et compétent, du niveau d'utilisation actuel de l'informatique

(quels logiciels, comment sont-ils utilisés, quels sont les problèmes rencontrés ?). Le rapport sera remis à L'ECA pour analyse et décisions.

2) Appuyer les SIM pour étudier avec eux les possibilités d'allègement du dispositif.

3) Améliorer le bulletin du SAP tant sur le fond que sur la forme.

4) Appuyer la SSA sur les aspects du calcul des superficies et la réalisation du dispositif de contrôle.

En outre, l'animateur local doit faire tout son possible pour présenter des documents (rapports de mission, rapport d'activités) traduisant les activités qu'il est censé mener dans le cadre des programmes de travaux réalisés lors de l'élaboration des devis programme.

1.5 La gestion des devis programme

Le montant des engagements sur les fonds FED s'élève à 58.589.083 F CFA soit près de 63 % du montant du devis initial avec toutefois des situations très différentes d'une enquête à l'autre, notamment à cause des retards dans le paiement des indemnités de l'enquête SIM Bétail.

Concernant les fonds de contrepartie de l'Etat, malgré une inscription très supérieure aux 27 % prévus qui s'élevait à 34.170.000 F CFA, ceux-ci n'ont toujours pas été débloqués malgré les efforts de l'animateur local et de l'ordonnateur délégué. Normalement, ces fonds devaient être débloqués dans le courant du mois de janvier par :

- la liquidation des dépenses d'équipements engagées d'un montant de 9.145.200 F CFA
- le versement du reliquat sur le compte projet.

Fin Décembre, cette procédure était à la signature du contrôle financier et on peut penser que les fonds seront débloqués avant la fin de l'exercice.

Tableau 3: Exécution financière de l'enquête agricole- Budget FED

DESIGNATIONS	PREVISIONS INITIALE	ENGAGEMENTS F CFA	TAUX %
I. OPERATION DE COLLECTE :			
1,1 Frais de personnel	3 658 194	2 317 000	63
1,2 Carburant	6 930 000	6 930 000	100
1,3 Documents de collecte	2 353 625	2 353 625	100
1,4 Entretien matériel	450 000	459 870	102
1,5 Matériel de collecte	2 801 800	2 902 450	103
1,6 Formation recyclage	5 804 250	5 804 250	100
TOTAL OPERATION DE COLLECTE	21 997 869	20 767 195	94
II EQUIPEMENT			
2,1 Moyens de transport	18.433.688	18 000 000	98
TOTAL	40.431.557	38.767.195	96

Tableau 4: Exécution Financière SIM bétail - Budget FED

DESIGNATION	PREVISIONS INITIALES	ENGAGEMENTS F CFA	TAUX %
OPERATION DE COLLECTE			
1 Frais de personnel	5.717.700	370.000	6,5
2, Carburant	2.469.294	1 333 000	54
3 Impression des documents de collecte	1.650.000	1.482.500	90
4, Entretien matériel	400 000	400 000	100
5, Matériel de collecte	5.915.000	5.338.500	90
6 Séminaire - atelier régional	0	439.300	-
7 - Diffusion radio	500.000	0	0
TOTAL OPERATION DE COLLECTE	16.651.994	9.363.300	56

Tableau 5: Exécution financière de l'animation locale

DESIGNATION	PREVISIONS INITIALES	ENGAGEMENTS F CFA	TAUX %
I.SALAIRES	3 295 200	1 314 412	40
1.1 Rémunérations	2 616 000	1 090 000	
1.2 charges sociales (s-compt.)	259 200	110 160	
1.3 assurances santé	420 000	114 252	
II. FONCTIONNEMENT	6 060 000	4 588 338	75
2.1 carburant	1 860 000	1 713 750	
2.2 perdiem	600 000	270 000	
2.3 fournitures de bureau	900 000	922 540	102
2.4 frais de communication	1 200 000	24 500	2
2.5 entretien	1 500 000	1 657 548	110
III DIFFUSION DES RESULTATS	3 291 730	739 180	22
TOTAL	12 646 930	6 641 930	52,5

Concernant le SIM céréale, seulement 14 % du devis ont été engagé (417.000 F CFA) sur la ligne carburant. Cette situation s'explique certainement par le fait que le budget de la GTZ couvrait l'ensemble des dépenses jusqu'en Décembre 1995.

1.6 Mise en œuvre des conditionnalités

1.6.1 Prise en charge des opérations de collecte par l'Etat

Pour l'inscription des 40.4 % du prochain devis une fiche de prise en considération a été déposée par l'Animateur Local, mais n'a pas été retenue pour le prochain exercice budgétaire qui est maintenant voté. Dans la situation actuelle le Niger ne peut pas satisfaire à cette conditionnalité. Toutefois l'ordonnateur local et l'animateur font tout leur possible pour une inscription avant la réunion du Comité Directeur.

1.6.2 Comité de Sécurité Alimentaire

Le Comité National du Système d'Alerte Précoce joue le rôle de Comité de sécurité Alimentaire. Les nouveaux textes qui le régissent correspondent à la définition du Comité tel que décrit dans la convention de financement. Il s'agit bien d'une cellule chargée de centraliser d'analyser et de diffuser l'ensemble des informations ayant trait à la sécurité alimentaire.

1.6.3 Bonus / Malus

D'un point de vue technique les différentes enquêtes au Niger ont atteint leurs rythmes de croisières. Par contre, les difficultés pour remplir les conditionnalités financières ne militent pas en faveur de l'attribution d'un bonus d'autant plus que parallèlement on assiste chaque année à un alourdissement des enquêtes, ce qui risque rapidement de les conduire dans une impasse.

II. PROGRAMME D'ACTIVITES 1996/1997

Le système d'information sur la sécurité alimentaire au Niger fonctionne autour des principaux dispositifs suivants :

- l'enquête agricole ou enquête prévision et estimation des récoltes exécutée chaque année par la direction nationale de l'agriculture,
- le suivi agrométéorologique de la campagne agricole assuré par la direction nationale de la météorologie,
- l'enquête suivi des marchés céréaliers de l'OPVN,
- l'enquête suivi des marchés à bétail conduit par la direction de l'élevage et des industries animales.

Ce système a au cours de la campagne 1995/96 produit régulièrement les informations nécessaires à travers plusieurs publications dont le bilan céréalier prévisionnel attendu des autorités nationales et des bailleurs de fonds. Le SAP coordonnateur du système et structure de tutelle de l'animation locale du projet DIAPER a démarré également cette année la publication de son bulletin grâce aux informations collectées par les différents dispositifs.

Pour la campagne 1996/97; DIAPER appuiera l'enquête agricole, le SIM céréale, le SIM bétail et l'animation du système à travers l'animation locale. Ces enquêtes et le programme de l'animateur local sont présentés ci-dessous.

Le projet allemand qui finançait avec DIAPER le SIM céréale étant terminé depuis 1995, cette enquête est prévu sur fonds DIAPER et état nigérien comme c'est le cas pour les deux autres enquêtes.

2.1. Les enquêtes

2.1.1. L'enquête agricole prévision et estimation des récoltes (EPER)

a) Rappel des objectifs et de la méthodologie

L'enquête a pour but de déterminer chaque année les superficies cultivées, les rendements, la production et les stocks paysans. Elle s'intéresse également aux données sur les équipements, l'utilisation des intrants et la main d'oeuvre des exploitations agricoles. Il s'agit d'une enquête par sondage à deux degrés. Les unités primaires de l'échantillon sont les villages tirés par arrondissement et les unités du second degré, les exploitations agricoles à raison de 5 par village échantillon.

La taille de l'échantillon a été augmentée à 703 villages et 3515 exploitations contre 696 villages et 3480 exploitations prévues la campagne 1995/96. Cette augmentation a été opérée pour tenir compte surtout des villages périphériques de la commune de Niamey.

Les principales publications sont : les bilans céréaliers prévisionnels, les résultats définitifs sur les productions et les autres variables, l'annuaire statistique.

Pour la campagne 1996/97, l'enquête sera reconduite suivant la même méthodologie avec un échantillon de 696 villages. Les principales améliorations sont décrites ci-dessous :

b) Principales améliorations pour 1996/97

1. Revoir le traitement des données sur les superficies afin de fournir des données sur les superficies physiques au lieu des superficies développées comme c'est le cas actuellement. Ces informations ne sont ni utilisables pour des analyses dans leur forme actuelle, ni comparables sur le plan régional. Cet exercice pourra se faire sur la base des fichiers existants et des questionnaires. L'ECA apportera un appui pour la réalisation de cette activité.

2. Indiquer dans les publications statistiques, les marges d'erreurs afin de permettre une exploitation judicieuse des résultats par les utilisateurs.

3. Elargir la liste de diffusion des résultats en y incluant des institutions comme l'université, les bibliothèques publiques ou centres de lecture, les instituts de recherches agricoles, les ONG, les bureaux d'étude, etc...

4. Renforcer le contrôle des opérations de collecte sur le terrain.

c) Moyens à mettre en oeuvre

Le dispositif utilisé lors de la campagne 1995/96 sera reconduit sous la supervision technique de la direction de l'agriculture. Il comprend : 252 enquêteurs dont 202 à temps partiel, 41 contrôleurs, 7 superviseurs départementaux et 2 superviseurs nationaux. Ce personnel sera appuyé par des agents de saisie et un informaticien.

Sur le plan logistique, un complément d'équipement sera fourni à l'équipe. Cet équipement concerne surtout le matériel de collecte (jalons et boussoles) et des engins à deux roues (14 motos).

2.1.2 SIM céréale

Le suivi des marchés céréaliers est assuré par l'OPVN. Le dispositif couvre 56 marchés dont 5 au Nigéria. Les relevés de prix sont réalisés :

- toutes les semaines sur 26 marchés accessibles par téléphone pour la diffusion radio ;
- et tous les 15 jours sur les autres marchés.

Outre les prix au détail et au sacs, l'enquête s'intéresse à d'autres variables : volume de l'offre, quantité achetées et vendues, stocks commerçants, provenance et destination des produits.

Toutes ces informations font l'objet de publications périodiques : bulletin radio hebdomadaire pour les prix, bulletins mensuels pour toutes les variables, bulletin semestriel.

Le dispositif est bien maîtrisé par le personnel et les publications sont de bonnes qualités.

Pour la campagne 96/97, le même dispositif sera reconduit avec comme autre objectif : contribuer à l'amélioration du bilan céréalier en fournissant des données sur les stocks privés commerçants. L'animateur local assistera l'équipe pour adapter son questionnaire à cet objectif.

2.1.3. Le système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail)

Le suivi des marchés à bétail est assuré par la direction de l'élevage. L'échantillon comprend 55 marchés (marchés de production, marché de regroupement ou d'exportation, et marché de consommation). Les données collectées concernent les prix (bétail, viande, cuirs et peaux) les quantités d'animaux présentées et vendues, la provenance et la destination (consommation, exportation) et les prix des céréales destinées au calcul des termes de l'échange agriculture/élevage.

Les publications (diffusion radio et bulletin mensuels) ont été régulières cette année. Il est prévu pour la campagne 96/97 de reconduire le même dispositif

Cependant compte tenu des coûts élevés du contrôle et de la supervision de la collecte à cause de la taille de l'échantillon mais surtout de sa dispersion sur le terrain (cf. 1.3.1. ci-dessus) il serait intéressant de revoir l'échantillon dans une optique de réduction des coûts sans pour autant modifier la signification des chiffres. L'ECA pourrait apporter un appui dans ce sens.

Concernant la diffusion les responsables de l'enquête pourraient approcher la presse écrite pour essayer de publier les prix dans les journaux.

2.2. Animation locale

Les rapports de travail entre l'animation locale et les structures nationales, se sont beaucoup améliorées cette année. Pour la campagne 96/97, l'animateur local devra mettre à profit cet acquis pour une dynamisation de la composante nationale et fournir les appuis techniques nécessaires aux dispositifs d'enquêtes. Ses principales activités sont :

2.2.1 Animation de la composante nationale

L'animation de la composante nationale sera orientée vers la dynamisation des groupes techniques interdisciplinaires du SAP. Les services constituant ces groupes sont dans une large mesure membres de la composante nationale DIAPER. On évitera ainsi la duplication de structure.

2.2.2. Appui technique

Il s'agira :

- a) de faire aboutir l'étude prévue suite à la mission d'évaluation/programmation de janvier 1995 sur la décentralisation de la saisie et du traitement des données au niveau départemental avant l'installation des équipements acquis en 1995. Cette opération vise également à réduire les coûts actuels de la saisie tout en garantissant la fiabilité des données. Cette étude devra faire par département le point sur les conditions matérielles d'installation des équipements et sur la disponibilité en personnel formé. Le rapport sera remis à l'ECA pour analyse et aide à la décision.
- b) d'appuyer le SIM céréale pour l'adaptation de son questionnaire et le traitement des données sur les stocks commerçants pour le bilan céréalier,
- c) d'appuyer le SIM bétail et ce en collaboration avec l'ECA pour étudier les possibilités d'allégement du dispositif,
- d) d'appuyer le SAP pour améliorer son bulletin tant sur le fond que sur la forme,

- e) d'appuyer le service de statistiques agricoles et en rapport avec l'ECA pour l'étude sur la révision des méthodes de traitement des données des superficies,
- f) d'appuyer enfin la mise à jour régulière de la centrale d'information.

2.3. Participation de l'état à la prise en charge des frais de collecte

La mission a constaté lors de son séjour qu'aucune disposition n'avait été prise pour assurer la contribution de l'état aux frais de collecte pour la campagne 96/97.

Toutefois, l'ordonnateur national et l'animateur font tout leur possible pour une inscription budgétaire avant la réunion du prochain comité directeur.

La contribution de l'état nigérien est évaluée à 30.400.000 FCFA correspondant à 40.4 % des frais de collecte estimée 75.246.600 FCFA cette année.

2.4. Budget

Le budget total pour les enquêtes et l'animation locale est évaluée à 111.465.795 FCFA soit 171.529 ECU (1ECU = 649, 839 FCFA ; novembre 95). Il se répartit ainsi qu'il suit :

- enquête agricole	: 57.355.200 FCFA (88.261 ECU)
- SIM bétail	: 25.154.400 FCFA (38.709 ECU)
- SIM céréale	: 16.637.000 FCFA (25.602 ECU)
- animation locale	: 12.319.195 FCFA (18.957 ECU).

Le détail de ces budgets est présenté en annexe.

ANNEXES

Annexe 1: Fiche synthétique "enquête agricole"

Nom de l'enquête	E.P.E.R (Enquête de prévision et d'Estimation des récoltes))		
Maître d'œuvre	Direction de L'agriculture , Service des Statistiques Agricoles (SSA)		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
	PRSA FAO	Equipement A.T	
Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
	Enquêteurs à plein temps	50	50
Enquêteurs à temps partiels	202	202	
Contrôleurs Grade : I.A, I.T.A	32	32	Etat
Superviseurs régionaux Grade : IA, ITA,	7	7	Etat
Superviseurs nationaux Grade : 1 IA, 1 ITS	2	2	Etat
Agents de dépouillement/saisie	10 2 commis Stat	10 2 commis stat	Diaper Etat
Informaticiens Grade : ITS	0.5	0.5	Etat
Analystes	2 h/mois	2 h/mois	FAO
Agent centrale information	1	1	Etat
Méthodologie et Type de tirage	Nom	Nombre prévu	Nombre après apurement
Niveau de signification	Arrondissement	7	
Unités du 1 ^{er} degré	S.E	696	P.M (après résultats définitifs)
Unités du 2 ^{ème} degré	Exploitations	3480	
Carrés de rendements		P.M	
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	Calcul de précision
Superficiés	mesures	Saisie DBASE	non
Prévisions	Interview	Saisie DBASE	non
Production définitive	Carrés de rendements	Saisie DBASE	non
Stocks paysans	Interview	Saisie " "	
Résultats	Type	Date de parution	NB d'exemplaires
Prévisions	Rapport	Octobre 95	
Production définitive	Rapport	Mai 95	300
Annuaire statistique	en prévision		

Annexe 2: Fiche synthétique "SIM Bétail"

Nom de l'enquête	Suivi des Marchés à bétail		
Maître d'œuvre	Direction de l'Elevage		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
	PRSAA	équipement (motos)	
Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Budget
Enquêteurs à plein temps			
Enquêteurs à temps partiels	55	55	Etat
Contrôleurs Grade : Techniciens de l'élevage	8	8	Etat
Superviseurs régionaux Grade :			
Superviseurs nationaux Grade : Vétérinaires (ingénieurs d'élevage)	2	2	Etat
Agents de dépouillement/saisie			
Informaticiens Grade : Technicien Supérieur d'élevage			
Autres			
Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés	Collecte Regroupement Distribution	55	55
Produits concernés	Ovins, Bovins, Caprins camelins		
Fréquence des enquêtes	Hebdomadaire		
Durée de l'enquête		12 mois	12 mois
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	
Prix du bétail, de la viande, des cuirs et des peaux	Interview	manuelles	
Quantité de bétail présent sur le marché	Comptage	manuelles	
Quantité de bétail vendue en fin de marché			
Résultats	Type	Date de parution	NB d'exemplaires
Bulletins radios	bulletin de prix	bi-mensuel	
Bulletins mensuels	Rapports	fin de chaque mois	60
Bulletins annuels			
Autres	Rapport annuel d'activité		

Annexe 3 : Fiche synthétique "SIM Céréales"

Nom de l'enquête	Suivi des Marchés céréaliers		
Maître d'œuvre	O.P.V.N		
Partenaires extérieurs	Nom	Type de participation	% du Budget total
	GTZ	Appui technique et financier	90
Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Budget
Enquêteurs à plein temps	58	58	
Enquêteurs suppléants	39	39	Etat
Contrôleurs Grade : ATS	7	7	Etat
Superviseurs régionaux Grade :			
Superviseurs nationaux Grade :	3	3	Etat
Agents de dépouillement/saisie	2 contractuels	2	1 GTZ
Informaticiens Grade :	1	1	Etat
Autres			
Méthodologie	Type	Nombre prévu	Nombre réalisé
Marchés Typologie en 6 classes	Collecte frontalières Urbains Zones en déficit Regroupement	58	58
Produits concernés	Toutes céréales Riz Niébé		
Fréquence des enquêtes	Hebdomadaire tous les 15 jours	24 autres marchés	24
Durée de l'enquête		12 mois	12 mois
Variables observées	Méthodes de mesures	Méthodes de traitement	
Prix au détail sur tous les marchés	relevé	saisie	
Volumes commercialisés sur sous échantillon (offre)	Comptage	Saisie	
Prix au sac sur sous échantillon	relevé	saisie	
Résultats	Type	Date de parution	NB d'exemplaires
Bulletins radios	bulletin de prix	hebdomadaire	
Bulletins mensuels	bulletin	fin de chaque mois	120
Bulletins semestriels	Rapport	fin de semestre	150

Devis enquête agricole (suite)

DESIGNATIONS	COUT TOTAL	COUT TOTAL
1.6 Formation recyclage	5 781 000	8 896
Superviseurs et contrôleurs (48 agents)	1 989 000	
- transport 48 agents à 12 000F/agent	576 000	
- carburant formateurs 1500 km X .20 litre X 310F/l	93 000	
- perdiem formateurs 4 formateurs à 5000F/j pendant 5 jours	100 000	
- perdiem chauffeur 2 agents x 5 jours x 2 000F	20 000	
- perdiem super. et contrôleurs 48 agents pendant 5 jours à 5 000F/j	1 200 000	
Enquêteurs (252 enquêteurs)	3 792 000	
- transport 252 agents à 3000F/agent	756 000	
- transport formateurs 12 formateurs à 3 000F chacun	36 000	
- perdiem formateurs 24 formateurs à 5000F/j pendant 4 jours	480 000	
- perdiem enquêteurs 252 enquêteurs x 4 jours x 2 500F/j	2 520 000	
	1 989 000	
1.7 Fourniture Centrale d'information	250 000	385
TOTAL OPERATION DE COLLECTE	36 355 200	55 945
II. EQUIPEMENT - 14 motos à 1 500 000 l'unité	21 000 000	32 316
TOTAL	57 355 200	88 261

1 ECU = 649,839 FCFA au 30/11/1995

Annexe 7: Devis prévisionnel Animation locale 1996/1997

DESIGNATION	COUT TOTAL	
	F CFA	ECUS
I.SALAIRES	3 295 200	5 071
1.1 Rémunérations	2 616 000	4 026
- animateur local (indemnités) 12 mois	1 320 000	
- secrétaire-comptable (salaire) 12 mois X 108.000 F/ mois	1 296 000	
1.2 charges sociales (s-compt.)	259 200	
1.3 assurances santé 2 familles X 210.000 F	420 000	
II. FONCTIONNEMENT	5 774 800	8 887
2.1 carburant	1 574 800	2 423
- coordination 1000 l X 310 F /l	310 000	
-mission de terrain 3400 Km X 6 missions X 0.2l X 310 F	1 264 800	
2.2 Frais de missions	600 000	923
- animateur local 60 jours X 7000 F/j	420 000	
- chauffeur 60 jours X 3000 F/j	180 000	
2.3 fournitures de bureau 12 mois	900 000	1 385
2.4 frais de communication 12 mois	1 200 000	1 847
- (téléphone, fax et poste)		
2.5 entretien	1 500 000	1 539
- véhicule (y compris assurance)	1 000 000	
- matériel de bureau 2 photo. 1 micro	500 000	
III DIFFUSION DES RESULTATS	3 249 195	5 000
TOTAL	12 319 195	18.957

Annexe 8: Liste des personnes rencontrées

M YABILA MAMANE	Chef du Service Statistiques Agricoles
M YAHAYA ADIE	Direction des Etudes et de la Planification
M. BAULAIN PIERRE YVES	Conseiller CE
M. IDRISSA SADOU	Chargé des Programmes FED/Ministère des Finances et du Plan
M.ASSOUMI GARBA	Chef de la Division Statistiques animales
M.TANKARY ISSA	Représentant du SIM céréales
Mme MOUSSA MARIAMA	Directrice Adjointe des Investissement
M. SANI	Responsable SIM céréale
M. ANGORA Mahamane	Directeur d'Exploitation OPVN
M. MOROU Alassane	CONACILSS
M. EKHADE Ghaliou	Animateur Local DIAPER